

Le Québec face aux autres économies industrialisées : un survol

par : Quynh-Van Tran
Direction des comptes et des études économiques

INTRODUCTION

1990-1999 : de la récession à l'avènement de l'euro

Les années 90 ont été une décennie de mutations diverses et rapides au cours desquelles des crises financières et monétaires d'envergure ont perturbé plusieurs zones du globe, dont l'Amérique latine, le Sud-Est asiatique et la Russie. Pourtant, pendant cette même période, le cycle économique des pays industrialisés a connu sa plus longue croissance de l'histoire récente. Déjà, les mesures adoptées durant les années 80 avaient permis de s'attaquer favorablement à la crise de la dette des pays latino-américains les plus endettés. Toutefois, dans la foulée des bouleversements socioéconomiques du début de la décennie 90 et de la crise mexicaine en 1994, la réévaluation à la hausse des risques-pays dans le Sud-Est asiatique par les investisseurs internationaux provoquait, en 1997, la dépréciation de la devise de la Thaïlande. Ce pays a alors vu s'alourdir son service de la dette. La turbulence a également atteint d'autres pays tels que l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Corée du Sud. Puis en 1998, c'était le tour des économies russe et brésilienne.

Parallèlement, la crise de l'endettement public, au début des années 90, s'est révélée déterminante dans le freinage de l'explosion des dépenses publiques. En effet, devant

l'état de la situation, les gouvernements des économies industrialisées se sont imposé une gestion rigoureuse des finances publiques telle que, après des années de déficits chroniques, commencent à apparaître des budgets non seulement équilibrés mais souvent excédentaires, comme, par exemple, le budget 1997-1998 du Canada ou encore celui de 1998-1999 du Québec. Dans la même optique, le traité de Maastricht, créé en 1992 et instituant en 1993 l'Union européenne, a imposé dès 1994 aux États membres des cibles quantitatives d'une gestion maîtrisée des déficits et de la dette publics, cibles à atteindre avant toute participation d'un État à la création, en 1999, de l'euro. Dans la foulée, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est créée en 1995, succédant à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) conclu en 1948 avec l'objectif d'abaisser et même d'éliminer les barrières tarifaires entre les pays. Dans le même esprit, en Amérique, l'Accord du libre-échange nord-américain (ALENA), entré en vigueur en 1994, a permis le libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. C'est à travers cette période de 1990 à 1999 que nous nous proposons d'étudier l'évolution de l'économie du Québec par rapport à celle du Canada d'une part, et par rapport aux économies industrialisées des pays membres de l'OCDE et du G-7, d'autre part.

UN RYTHME DE PRODUCTION PLUS LENT QUE CELUI DU CANADA OU DE L'OCDE

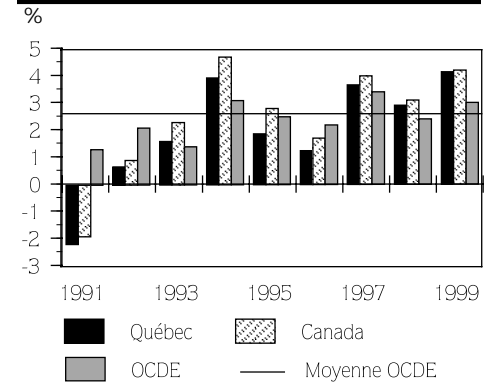
De 1990 à 1999, l'activité économique du Québec s'est accrue à un rythme un peu plus lent que celles du Canada et de l'ensemble des économies de l'OCDE et du G-7, soit à un taux de croissance moyen de 2,0 % contre 2,4 %, 2,5 % et 2,4 % respectivement. Au début de la période, la production québécoise a diminué. Au cours de la récession de 1991, elle a fléchi de 2,2 % avant de

connaître une suite de huit hausses annuelles inégales au terme desquelles, après des résultats mitigés en 1995 et 1996, la croissance du PIB québécois s'élève à 4,1 % en 1999, soit le meilleur taux en dix ans. De même, après une décroissance de 1,9 % en 1991, le Canada, bénéficiant de la vigueur de l'économie américaine, voit sa production varier positivement de 0,9 % en 1992 à

4,2 % en 1999, avec un sommet de 4,7 % en 1994. L'écart de la croissance économique, favorable au Canada par rapport au Québec, se réduit à 0,1 point de pourcentage en 1999 après avoir été de 0,93 point en 1995. Du côté américain, l'économie subit une variation négative (- 0,5 %) en 1991, quatre fois moindre que celle du Canada. Mais, depuis 1992, le taux de croissance américain est continuellement à la hausse. Il atteint 4,3 % en 1998, ce qui constitue le plus haut taux en dix ans. Du côté de l'OCDE, la situation économique globale est celle d'une croissance ininterrompue tout au long de la décennie, malgré le ralentissement constaté dans quelques pays membres en 1991. En 1997, le taux de croissance y atteint son plus haut niveau, soit 3,4 %. Puis, il perd environ un point de pourcentage en 1998, à la suite de la crise asiatique. Prises individuellement, les économies des pays membres évoluent de façon diverse durant ces dix ans, comme il en a été pour l'OCDE. Par exemple, l'activité économique dans des

pays tels que le Japon, l'Allemagne et l'Italie progresse plus faiblement en 1999 qu'en 1991, alors qu'elle s'accroît plutôt graduellement aux États-Unis et au Canada. En général, à partir de 1997, l'économie du Québec connaît une meilleure performance que celles du G-7, dont les variations sont presque égales à celles de l'OCDE.

Variation du PIB Québec, Canada et OCDE, 1991-1999



UNE DEMANDE INTÉRIEURE VARIANT PLUS QUE CELLES DU CANADA ET DE L'OCDE

Durant les années 90, la croissance économique du Québec et des autres pays industrialisés est attribuable en grande partie à la vigueur de la demande intérieure finale. Ainsi, entre 1990 et 1999, cette demande progresse de 1,7 % annuellement au Québec, soit moins rapidement que celles du Canada (+ 2,1 %), de l'OCDE (+ 2,5 %) et du G-7

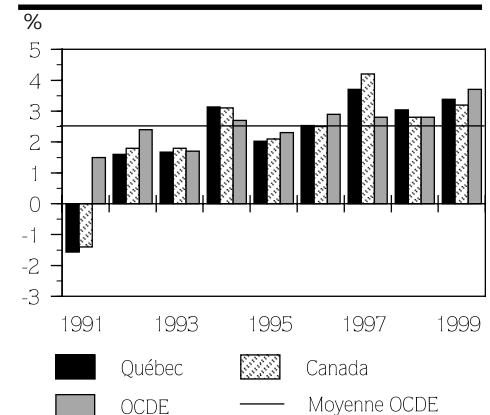
(+ 2,4 %). Au début de la période, soit en 1991, on observe une décroissance pour le Québec (- 1,0 %) en comparaison d'une croissance pour l'OCDE (+ 0,9 %), alors qu'à la fin de la décennie, précisément en 1999, la situation s'inverse : la hausse au Québec (+ 4,3 %) surpasse celle de l'OCDE (+ 3,7 %) et celle du Canada (+ 4,0 %).

LA DEMANDE DES MÉNAGES PLUS DYNAMIQUE AU QUÉBEC VERS LA FIN DE LA DÉCENNIE

En cette décennie 90, l'accroissement de la demande intérieure finale du Québec, du Canada et de l'OCDE repose essentiellement sur les dépenses de consommation des ménages. Entre 1990 et 1999, la progression de la consommation moyenne annuelle au Québec (+ 2,2 %) est égale à celle du Canada, mais se révèle inférieure à celle de l'OCDE (+ 2,5 %). Tout de même, elle dépasse celle du Canada durant deux années consécutives, soit en 1998 et 1999. Elle s'accroît graduellement durant la période, de 1,6 % en 1992 à 3,4 % en 1999. De leur côté, l'OCDE et le G-7 ne montrent aucune variation négative de la consommation tout au long des années 1991 à 1999, contrairement au Québec, au Canada et aux États-Unis, qui enregistrent des diminutions. Pendant que la consommation finale des pays de l'OCDE s'élève continuellement après 1995, celle du Japon – entré en récession en 1997 – souffre d'un certain ralentisse-

ment en n'augmentant que de 0,5 % durant cette année.

Variation de la consommation des ménages, Québec, Canada et OCDE, 1990-1999

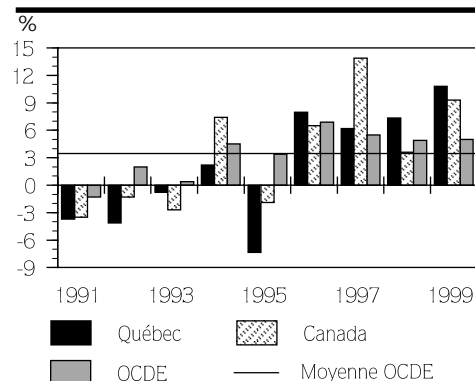


UNE AUGMENTATION DE L'INVESTISSEMENT PLUS FAIBLE AU QUÉBEC

Pour plusieurs pays, la montée de l'investissement constitue un élément majeur de la demande intérieure finale. Estimé à 1,9 % entre 1990 et 1999, le taux de croissance annuel moyen au Québec reste au-dessous de celui du Canada (+ 3,3 %), des États-Unis (+ 5,8 %), de l'OCDE (+ 3,4 %) et du G-7 (+ 3,3 %). Après quatre reculs étalés sur cinq ans, le taux de croissance du Québec bénéficie d'un regain depuis 1996. Il devance ainsi celui du Canada, sauf pour 1997, année au cours de laquelle l'investissement canadien effectue un bond de 13,9 %. Cette accélération des investissements au Québec, inférieure à celles de l'OCDE et du G-7 durant la première moitié de la décennie, les surpasse à partir de 1996. De leur côté, à la suite de la diminution (- 5,6 %) survenue en 1991, les États-Unis connaissent une poussée des investissements, surtout durant l'année 1998 avec un taux de croissance de 10,6 %. Certains autres pays, dont le Japon, accusent des reculs importants entre 1991 et 1999. Par ailleurs, en termes d'importance dans la production, la part de l'investissement au Québec, évaluée à 18,1 % du

PIB en 1990, baisse à 18,0 % en 1999 et demeure inférieure aussi bien à la part canadienne, stabilisée à 20,5 %, qu'au ratio de l'OCDE, qui passe de 21,3 % à 22,6 %, ou encore à celui du G-7, qui monte à 22,2 % en 1999 après avoir été de 21,0 % en 1990. Ainsi, l'écart entre les ratios du Québec et ceux des autres économies industrialisées, moins prononcé au début des années 90, augmente à la fin de la période.

Variation de l'investissement Québec, Canada et OCDE, 1991-1999

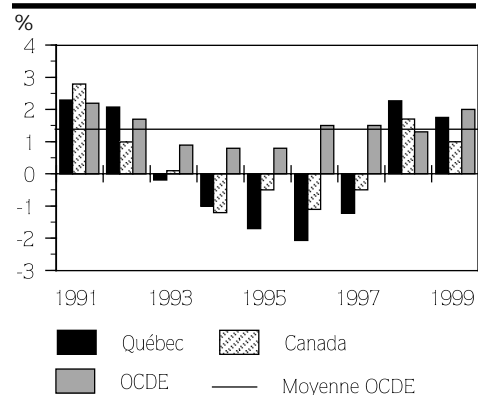


POIDS DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS LE PIB PLUS IMPORTANT AU QUÉBEC

La proportion des dépenses publiques dans la production indique qu'elles occupent une place plus importante dans l'activité économique au Québec qu'au Canada et que dans l'ensemble de l'OCDE entre 1990 et 1999. Ce ratio, supérieur à 25,1 % du PIB québécois avant 1994, n'en constitue que 21,6 % en 1999, mais dépasse les ratios canadien et américain. En effet, les dépenses gouvernementales canadiennes ne représentent que 22,9 % du PIB en 1990 et 19,2 % en 1999, alors que celles des États-Unis, qui se situent à 19,0 % en 1990, reculent à 14,1 % en 1999. Les dépenses publiques, qui ne composent que 16 % du PIB de la zone de l'OCDE, ne se contractent que de 0,6 point en l'espace de neuf ans. Préoccupés par le gonflement des dépenses publiques, conjugué à la faible hausse des recettes, mais surtout parce qu'ils craignent de perdre la maîtrise de la gestion de la dette, le Québec et le Canada entreprennent, au début des années 90, le rééquilibrage des finances publiques à l'aide de politiques cohérentes et fermes. Fortement touché par la détérioration de la conjoncture économique, le Québec diminue ses dépenses publiques, à partir de 1993,

après que celles-ci aient progressé de 2,1 % en 1992 et de 2,3 % en 1991. Sur une période de neuf ans, elles ont baissé à cinq reprises et n'ont commencé à remonter qu'en 1998. De fait, l'histoire de la lutte aux déficits révèle que le gouvernement du Québec n'avait pas équilibré ses comptes depuis les années 70. À partir de 1995, il a procédé à des baisses importantes du déficit.

Variation des dépenses gouvernementales Québec, Canada et OCDE, 1991-1999



Celui-ci passe de 5,8 milliards de dollars à 4,0 milliards en 1996. Ainsi, après de nombreuses années de déficit budgétaire, l'année financière 1998-1999 se caractérise par un surplus, tout comme l'année 1999-2000 qui marque le début de l'ère de l'obligation légale de maintenir un budget gouverne-

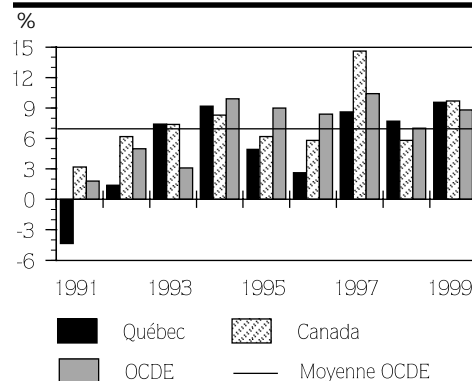
mental équilibré. Au Canada, les dépenses publiques ne commencent à diminuer qu'en 1994, soit un an après le Québec, alors que celles des États-Unis, du Japon et de l'Italie, entre autres pays, progressent de façon continue depuis 1996.

POIDS DES EXPORTATIONS : UN ÉCART SE RÉTRÉCISANT ENTRE LE QUÉBEC ET LE CANADA

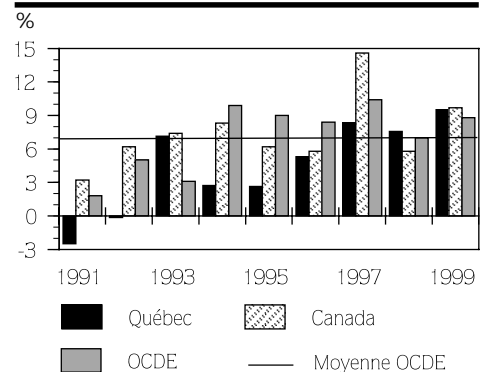
Sur le marché extérieur, le Québec connaît une hausse de la part de ses exportations par rapport au PIB, celle-ci passant de 41,8 % du PIB en 1990 à 55,1 % en 1999. Inférieur à celui du Québec, le ratio du Canada est de 29,1 % du PIB en 1990 et de 40,5 % en 1999 : il se révèle donc supérieur à celui de l'OCDE qui se situe à 18,8 % et 24,0 % respectivement. Au début de la période, les exportations québécoises baissent (- 4,3 % en 1991), pour ensuite croître dans les années subséquentes. La croissance des exportations atteint un sommet en 1994 avec un taux de croissance de 9,2 %, faiblit quelque peu en 1996, puis s'accroît fortement en 1997, 1998 et 1999. Au Canada, les exportations sont en hausse constante depuis 1991, à une vitesse supérieure à celle du Québec. Les États-Unis affichent, pour leur part, une forte croissance des exportations de 1994 à 1997, puis un ralentissement à 2,2 % en 1998 et 3,8 % en 1999. Quant aux exportations de l'OCDE et du G-7, elles progressent de 1991 à 1999, avec un sommet de 11,6 % et de 11,2 % respectivement en 1997.

Du côté des importations, celles du Québec sont généralement à la hausse au cours de la dernière décennie, sauf en 1991 et 1992 (lors de la récession), alors qu'elles affichent une décroissance de - 2,5 % et - 0,2 % respectivement. Elles remontent sensiblement par la suite, augmentant de 9,5 % en 1999. Les importations canadiennes progressent plus vite que celles du Québec, soit de 3,2 % en 1991 à 9,7 % en 1999, la seule exception étant l'année 1998. Les États-Unis occupent le premier rang pour les pays de l'OCDE, avec une augmentation des importations de plus de 8,0 %, sauf en 1991 et en 1992. De fait, les importations des pays de l'OCDE et du G-7 sont à la hausse depuis 1991, à un rythme plus rapide que celui du Québec. Néanmoins, avec 44,6 % du PIB en 1990 et 55,4 % en 1999, les importations constituent une part beaucoup plus importante au Québec qu'au Canada (31,1 % et 38,3 % respectivement) et que dans l'ensemble de l'OCDE (19,0 % et 24,0 %). Même si la progression des importations aux États-Unis est importante, sa part dans le PIB demeure faible : 11,5 % en 1990 et 15,4 % en 1999.

Variation des exportations Québec, Canada et OCDE, 1991-1999



Variation des importations Québec, Canada et OCDE, 1991-1999



Le solde commercial du Québec est déficitaire de 1990 à 1994, mais moins que son équivalent canadien pour la même période. Alors que le compte commercial canadien présente des surplus au cours de la seconde moitié des années 90, celui du Québec n'affiche un excédent qu'en 1995 (1,3 milliard). Par la suite, il enregistre des déficits modé-

rés se situant entre 0,5 et 0,8 milliard de dollars. La balance commerciale des États-Unis, qui est négative tout au long de la dernière décennie, se détériore surtout de 1994 à 1999. Le déficit atteint plus de 217,6 milliards en 1999, après avoir doublé entre 1997 et 1998.

*LE DEGRÉ
D'OUVERTURE DE
L'ÉCONOMIE
QUÉBÉCOISE SURPASSE
CELUI DU CANADA ET
DE L'OCDE*

Tout d'abord, rappelons que le degré d'ouverture d'une économie, mesuré par la moyenne du poids de ses échanges extérieurs dans la production, permet de se prononcer sur l'importance des échanges d'un pays avec les autres. Il tend à être plus élevé lorsqu'il s'agit d'une économie régionale. Ainsi, le degré d'ouverture de l'économie québécoise se révèle plus élevé que celui de tous les autres pays de cette étude, avec une part estimée à plus de 43,2 % en début de période et qui atteint 55,2 % en 1999. Le Canada affiche son plus haut degré d'ouverture en 1995, soit 41,7 %. L'écart

entre le Québec et le Canada est très marqué en 1999, soit de 15,8 points de pourcentage. Pour les États-Unis, la part des échanges extérieurs dans le PIB demeure inférieure à celle du Québec, et l'indice d'ouverture n'augmente que de 2,6 points de pourcentage en l'espace de neuf ans, le maximum atteint étant de 13,6 % en 1999. Les degrés d'ouverture de la zone de l'OCDE (18,9 % en 1990, 24,4 % en 1999) et du G-7 (16,4 % en 1990, 19,2 % en 1999) surpassent celui des États-Unis (11,0 % en 1990, 13,6 % en 1999), mais restent inférieurs à ceux du Canada et du Québec.

*UNE ÉCONOMIE
QUÉBÉCOISE DE PLUS
EN PLUS TERTIAIRE*

Au cours de la décennie 90, l'activité économique québécoise se trouve principalement concentrée dans les industries des services. Leur part représente 69,6 % du PIB en 1999. En baisse entre 1990 et 1991, ces industries se remettent à croître à partir de 1992. Au Canada, le secteur des services représente 66,7 % du PIB en 1999, soit un écart de 2,9 points de pourcentage avec celui du Québec. Durant les années 1990 à 1999, la croissance annuelle moyenne de ce secteur est de 2,4 % au Canada, mais seulement de 1,8 % au Québec. L'autre composante majeure de l'activité économique, soit la production industrielle – qui inclut la production manufacturière, minière, l'électricité, la construction et les services publics – commence sa progression en 1993, atteint un sommet en 1999 (+ 4,2 %) après un ralentissement en 1998 (+ 3,2 %), et de-

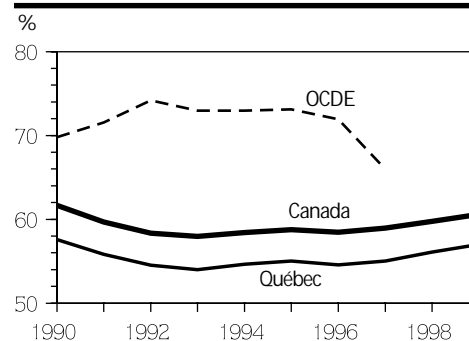
vance grandement celle du Canada (+ 1,9 %). Toutefois, sur une base annuelle moyenne, entre 1990 et 1999, elle est de 1,2 % au Québec et de 2,2 % au Canada. Si l'on compare le poids de cette production industrielle, en 1996, dernière année pour laquelle les données sont comparables, la Corée (42,8 % du PIB) se distingue par une part plus forte que celles du Québec et de tous les autres pays. En regard des pays membres de l'OCDE, en 1996, le Québec (30,8 % de son PIB) se retrouve devant les États-Unis et la France, mais derrière le Japon avec 5,5 points de pourcentage de moins. Enfin, du côté de l'industrie agricole, toujours en 1996, le Québec (2,1 % du PIB) se place derrière quelques grands pays de l'OCDE, tels que la France (2,4 %), l'Australie (3,1 %) et la Corée (6,3 %), mais devant le Japon (1,8 %) et les États-Unis (1,7 %).

UN TAUX D'EMPLOI PLUS MODESTE AU QUÉBEC

Entre 1990 et 1999, le taux d'emploi décroît en moyenne de 0,6 point de pourcentage au Québec et de 1,1 point au Canada, alors que les États-Unis gagnent 0,73 point entre 1990 et 1997. Cette diminution est causée, au Québec et au Canada, par une plus grande hausse de la population en âge de travailler que de l'emploi. Au cours de la décennie, l'année 1990 affiche le taux d'emploi le plus élevé, soit 57,6 %. Entre 1990 et 1999, même si la variation du taux québécois suit de près celle du Canada, le taux québécois demeure inférieur à celui du Canada, qui varie entre 58,0 % et 61,7 %. Aux États-Unis, le taux d'emploi dépasse systématiquement la barre de 70,0 %, et le plus bas niveau de la décennie (71,8 %) remonte à 1992. Le niveau des taux de l'OCDE, proche de celui des États-Unis jusqu'en

1996, chute soudain de 5,9 points de pourcentage en 1997. Du côté du G-7, le taux observé est inférieur à celui de l'OCDE, sauf en 1997.

Taux d'emploi Québec, Canada et OCDE, 1990-1999

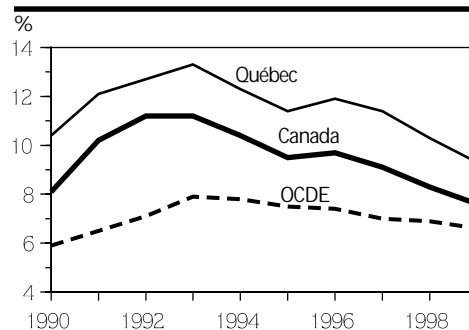


UNE RÉDUCTION DU TAUX DE CHÔMAGE PLUS GRANDE AU QUÉBEC

La baisse moyenne du taux de chômage, au cours de ces dix années, demeure plus élevée aux États-Unis (- 1,4 point) qu'au Québec (- 1,1 point) et qu'au Canada (- 0,5 point). Dans l'ensemble de l'OCDE (+ 0,7 point) et du G-7 (+ 0,6 point), les taux sont à la hausse. Au Québec, la baisse du taux de chômage s'explique par une diminution du nombre de chômeurs plus élevée que la hausse de la population active. Les mouvements du taux de chômage québécois suivent ceux du Canada à partir de 1991, mais les deux taux se montrent plus élevés que ceux des États-Unis, de l'OCDE et du G-7. Néanmoins, les écarts entre les taux de chômage québécois ou canadien et ceux des autres pays rétrécissent progressivement au cours des années. Du côté de l'OCDE, les taux de chômage de certains pays membres, tels que l'Italie et la France, demeurent au-dessus de 10,0 % durant les années 1993 à

1999. Alors que les taux des autres pays de l'OCDE et du G-7 présentent une tendance à la baisse, celui du Japon croît depuis 1991, doublant à 4,1 %. De même, le taux de l'Allemagne augmente grandement en l'espace de neuf ans, passant de 6,2 % en 1990 à 9,0 % en 1999.

Taux de chômage Québec, Canada et OCDE, 1991-1999



UN TAUX D'ACTIVITÉ PLUS FAIBLE AU QUÉBEC

Les taux d'activité du Québec, du Canada et des autres pays industrialisés dégagent une tendance à la baisse de 1990 à 1999. Seul le taux d'activité américain progresse entre 1990 et 1997, alors que celui du Québec se situe au-dessous du taux canadien. Les pays de l'OCDE et du G-7, dans leur ensemble,

ainsi que les États-Unis en particulier, portent sans exception leurs taux à un niveau supérieur à 70,0 %. Les variations des taux de l'OCDE sont de plus grande ampleur durant la période; elle s'étendent de 70,9 % à 80,0 % dans un intervalle de neuf ans.

UNE HAUSSE PLUS RAPIDE DU REVENU DISPONIBLE DES QUÉBÉCOIS

En 1990, au Québec, le revenu disponible par habitant, c'est-à-dire le revenu après impôt mesuré en dollars américains aux fins de comparaison internationale, se situe à 11 333 \$ US. Il augmente progressivement de 3 347 \$ US, pour atteindre 14 680 \$ US en 1998, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 3,3 %. Malgré la récession de 1990, le revenu disponible s'accroît de 5,4 % pour se chiffrer à 11 942 \$ US en 1991. Puis, d'un sommet de 6,0 % en 1992, la progression ralentit jusqu'au niveau minimum de 1,2 % en 1996, mais se redresse de 1,9 point de pourcentage en 1997. Le revenu disponible au Canada, supérieur à celui du Québec, affiche un taux de croissance de 7,2 % en 1991 et faiblit jusqu'en 1993, ne variant que de 2,8 % en 1992 et de 1,2 % en 1993. La reprise se fait au même moment qu'au Québec, c'est-à-dire en 1994, avec une croissance de 5,2 %. On assiste ensuite à un relâchement du taux de croissance qui atteint son minimum en 1996, avec une variation pratiquement nulle (+ 0,5 %), pour remonter de 3,4 points de pourcentage en 1997. Au cours de la période de 1990 à 1998, la croissance annuelle

moyenne du revenu disponible est légèrement plus faible au Canada qu'au Québec (+ 3,1 % contre + 3,3 % respectivement). Par contre, l'écart entre les revenus disponibles canadien et québécois s'agrandit davantage en 1998; il s'établit à 1 441 \$ US, en comparaison de 1 256 \$ US en 1990. Le revenu disponible par habitant le plus élevé se retrouve aux États-Unis, où chaque individu reçoit en moyenne 19 968 \$ US en 1996. Le revenu disponible de la Belgique, au-dessous de celui des États-Unis de 4 785 \$ US en 1996, s'élève à 15 183 \$ US. La Suisse, qui est au premier rang en 1994 avec un revenu par tête de 26 222 \$ US, vient après la Belgique avec 15 153 \$ US en 1996. En perte de 10 830 \$ US par rapport à 1994, le revenu disponible japonais se situe en 1996 à 14 476 \$ US, ce qui le place au quatrième rang. D'après les données de l'OCDE, en 1996, le Canada se classe au sixième rang avec un revenu de 13 639 \$ US, devant l'Australie (13 206 \$ US), l'Autriche (12 872 \$ US) et la France (12 559 \$ US), mais derrière l'Italie où chaque individu dispose en moyenne de 14 065 \$ US.

CONCLUSION

Au seuil de la nouvelle décennie

Le Québec s'est bien tiré d'affaire à travers ces périodes tumultueuses des années 90. Son économie a d'abord ressenti les coups durs de la récession du début de la décennie; puis, avec un peu de retard sur les économies des pays industrialisés, elle a connu une reprise certaine. Au seuil de l'an 2000, les perspectives sont bonnes. D'ailleurs, le budget du gouvernement prévoit une croissance économique de 3,3 % en 2000, de même qu'un taux de chômage diminuant d'un point de pourcentage pour la moyenne de l'année 2000, avec la création de 70 000 nouveaux emplois. De son côté, l'économie canadienne fonctionne à pleine capacité, mais devrait ralentir quelque peu lorsque la demande américaine sera moins soutenue. La hausse des prix à la consommation, même accélérée au cours des derniers mois de l'année 2000 par l'augmentation des prix de l'essence et des combustibles, demeure

dans la fourchette de 1,0 % à 3,0 % établie par la Banque du Canada. Fidèle à son objectif de voir l'activité économique progresser sans surchauffe et dans un environnement peu inflationniste, elle a relevé à quatre reprises le taux bancaire. Toutefois, les taux d'intérêt canadiens restent inférieurs à ceux des États-Unis. Par ailleurs, la reprise de l'économie mondiale a vite effacé les dégâts qu'ont causés les crises financières dans les pays émergents il y a à peine plus d'un an. En plus de ses prévisions globalement optimistes pour l'économie mondiale, l'OCDE table, même pour l'année 2000, sur une croissance supérieure à celle de 3,0 % observée en 1999. En ce début de millénaire, le Québec est en bonne posture. Soutenue par la robustesse de l'économie américaine et en conjonction avec la reprise observée en Europe et en Asie, son économie devrait, selon les analystes, maintenir durablement sa croissance, solidement appuyée sur des politiques fiscales et budgétaires favorables.

Indicateurs de la production économique

Variables	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux de croissance du PIB (%)										
Québec	..	-2,19	0,67	1,60	3,94	1,87	1,24	3,67	2,91	4,14
Canada	..	-1,90	0,90	2,30	4,70	2,80	1,70	4,00	3,10	4,20
États-Unis	..	-0,50	3,10	2,70	4,00	2,70	3,60	4,20	4,30	4,20
OCDE	..	1,30	2,10	1,40	3,10	2,50	3,20	3,40	2,40	3,00
G-7	..	2,70	1,00	1,30	3,00	2,30	3,00	3,10	2,40	2,70
Taux de croissance de la consommation (%)										
Québec	..	-1,57	1,60	1,67	3,13	2,02	2,53	3,70	3,04	3,38
Canada	..	-1,40	1,80	1,80	3,10	2,10	2,50	4,20	2,80	3,20
États-Unis	..	-0,20	2,90	3,40	3,80	3,00	3,20	3,40	4,90	5,30
OCDE	..	1,50	2,40	1,70	2,70	2,30	2,90	2,80	2,80	3,70
G-7	..	1,00	2,30	1,80	2,70	2,40	2,60	2,40	3,10	3,60
Taux de croissance des dépenses gouvernementales (%)										
Québec	..	2,30	2,08	-0,19	-1,00	-1,70	-2,07	-1,22	2,27	1,75
Canada	..	2,80	1,00	0,10	-1,20	-0,50	-1,10	-0,50	1,70	1,00
États-Unis	..	1,40	0,50	-0,50	0,10	0,00	0,60	2,30	1,20	2,60
OCDE	..	2,20	1,70	0,90	0,80	0,80	1,50	1,50	1,30	2,00
G-7	..	1,70	1,50	0,50	0,80	0,70	1,10	1,30	1,10	2,00
Taux de croissance des investissements (%)										
Québec	..	-3,71	-4,14	-0,78	2,21	-7,34	7,97	6,20	7,33	10,79
Canada	..	-3,50	-1,30	-2,70	7,40	-1,90	6,50	13,90	3,60	9,30
États-Unis	..	-5,60	5,50	5,70	7,30	5,30	8,30	7,50	10,60	8,20
OCDE	..	-1,30	2,00	0,40	4,50	3,40	6,90	5,50	4,90	5,00
G-7	..	-2,20	2,40	0,50	4,30	3,40	6,50	4,50	5,40	5,40
Taux de croissance de la demande intérieure finale (%)										
Québec	..	-1,00	0,74	0,79	1,94	-0,40	2,22	2,95	3,57	4,27
Canada	..	-1,40	0,90	1,40	3,20	1,70	1,60	5,70	2,20	4,00
États-Unis	..	-1,10	3,10	3,10	4,40	2,40	3,70	4,50	5,50	5,10
OCDE	..	0,90	2,10	1,10	3,10	2,20	3,40	3,20	2,70	3,70
G-7	..	0,40	2,00	1,10	3,10	2,20	3,10	2,90	3,10	3,50
Taux de croissance des exportations (%)										
Québec	..	-4,34	1,38	7,41	9,18	4,93	2,64	8,62	7,71	9,56
Canada	..	2,30	7,90	10,90	13,10	9,00	5,80	8,50	8,20	9,70
États-Unis	..	6,50	6,20	3,30	8,90	10,30	8,20	12,50	2,20	3,80
OCDE	..	5,70	5,40	3,30	9,10	9,90	7,30	11,60	4,00	4,30
G-7	..	5,60	5,10	2,50	8,20	8,80	6,40	11,20	2,60	3,40
Taux de croissance des importations (%)										
Québec	..	-2,51	-0,16	7,12	2,71	2,64	5,30	8,35	7,56	9,50
Canada	..	3,20	6,20	7,40	8,30	6,20	5,80	14,60	5,80	9,70
États-Unis	..	-0,50	6,60	9,10	12,00	8,20	8,60	13,70	11,60	11,70
OCDE	..	1,80	5,00	3,10	9,90	9,00	8,40	10,40	7,00	8,80
G-7	..	0,70	4,50	3,00	9,80	8,80	7,40	9,80	7,20	8,50
Indice des échanges internationaux (% du PIB)										
Québec	43,23	42,70	42,66	45,04	45,86	46,72	47,97	50,20	52,51	55,22
Canada	30,10	31,31	33,23	35,59	38,66	41,67	33,81	36,04	37,41	39,39
États-Unis	10,98	11,35	11,95	10,87	11,57	12,30	13,09	12,76	13,11	13,61
OCDE	18,90	19,35	19,93	18,91	20,09	21,29	22,10	22,61	23,54	24,39
G-7	16,44	16,82	17,34	16,02	16,96	17,94	18,62	18,01	18,63	19,22

Indicateurs du marché du travail

Variables	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Population active (différence) '000										
Québec	..	2,90	-23,80	21,80	32,00	17,30	14,70	37,00	54,00	41,40
Canada	..	89,20	32,10	142,30	122,20	123,40	149,40	253,50	264,70	303,50
États-Unis	..	434,00	16 310,00	1 144,00	1 789,00	1 172,00	1 589,00	2 047,00	..	..
OCDE	..	18 286,00	2 477,00	434,00	2 283,00	1 398,00	2 956,00	3 223,00	..	..
Emploi (différence) '000										
Québec	..	-59,70	-40,20	-1,60	60,70	46,90	-1,60	49,20	86,40	75,90
Canada	..	-233,30	-90,70	97,50	254,20	245,20	105,70	311,80	366,00	390,80
États-Unis	..	-1 148,00	776,00	1 686,00	2 734,00	1 764,00	1 758,00	2 543,00	..	..
OCDE	..	14 787,00	20 344,00	144,00	5 181,00	4 849,00	6 207,00	6 316,00	..	..
G-7	..	8 310,00	86,00	67,00	2 684,00	2 392,00	2 527,00	3 555,00	..	..
Taux de chômage (%)										
Québec	10,40	12,10	12,70	13,30	12,30	11,40	11,90	11,40	10,30	9,30
Canada	8,10	10,20	11,20	11,20	10,40	9,50	9,70	9,10	8,30	7,60
États-Unis	5,60	6,80	7,50	6,90	6,10	5,60	5,40	4,90	4,50	4,20
OCDE	5,90	6,50	7,10	7,90	7,80	7,50	7,40	7,00	6,90	6,60
G-7	5,60	6,30	7,00	7,20	7,00	6,70	6,80	6,60	6,40	6,20
Taux d'activité (%)										
Québec	64,21	63,55	62,46	62,24	62,33	62,14	61,92	62,10	62,57	62,80
Canada	67,12	66,53	65,68	65,40	65,18	64,90	64,69	64,87	65,13	65,60
États-Unis	77,80	77,32	77,52	77,46	77,85	77,89	77,87	78,07	..	..
OCDE	74,09	76,47	80,04	78,78	78,93	78,89	77,51	70,89	..	..
G-7	71,78	73,90	73,98	73,64	73,75	73,70	73,91	74,16	..	..
Taux d'emploi (%)										
Québec	57,56	55,84	54,53	53,98	54,63	55,02	54,58	55,02	56,10	57,00
Canada	61,67	59,66	58,35	57,97	58,43	58,77	58,46	58,97	59,74	60,60
États-Unis	73,50	72,11	71,85	72,16	73,15	73,57	73,70	74,23	..	..
OCDE	69,78	71,55	74,19	72,95	72,95	73,12	71,94	65,99	..	..
G-7	67,67	69,14	68,72	68,32	68,55	68,75	68,89	69,25	..	..